



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 11 FÉVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le onze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

### **Secrétaire de séance**

POUPON Julien

### **Excusés**

SOUDON Chantal (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
CASU Michèle (pouvoir à GOALEC Bernard)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)  
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)  
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
YVINEC Odile (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

### **Absents**

CANN Joël, PHILIPPE Georges, GRALL Renaud

Conseil de Communauté du 11 février 2021  
Délibération n°DCC2021\_014

<b>Objet</b>	<b>PCRS - Convention de partenariat avec le SDEF</b>
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Services techniques
Thème	Finances

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

La constitution d'un fonds de plans unique partagé par des maîtres d'ouvrages, entreprises de travaux et exploitants de réseaux apparaît comme une nécessité pour répondre efficacement aux exigences de la réforme « anti-endommagement des réseaux » de 2012.

**Le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS)** est à ce titre tout à fait adapté d'autant qu'il deviendra le support obligatoire, au 1<sup>er</sup> janvier 2026, pour tous les gestionnaires de réseaux sensibles ou non sensibles.

Les communes et communautés de communes sont à ce titre directement ou indirectement concernées.

Ce fonds de plans viendrait remplacer les bases cadastre ou orthophoto-plan utilisées jusqu'à présent, mais dont la précision posait problème, d'autant plus désormais pour servir de support aux plans des réseaux établis qui doivent être produits en classe A (niveau de précision 10 cm).

Le Syndicat Départemental d'Énergie du Finistère (SDEF) s'est positionné comme autorité publique locale compétente pour mettre en place le **PCRS**, hors Brest Métropole qui s'est déjà lancée dans une telle procédure. Il sollicite l'ensemble des partenaires publics : les EPCI (hors Brest Métropole), les gestionnaires publics de réseaux et des partenaires privés gestionnaires de réseaux et leur propose de réaliser, mettre à jour et diffuser le **PCRS**. Ces relations juridiques, techniques et financières entre le SDEF et les différents partenaires sont régies au sein d'une convention cadre et d'une convention particulière adaptée aux contraintes et exigences locales.

La convention cadre fixe :

- les conditions de gouvernance (constitution et missions des comités de pilotage et technique et leur périodicité),
- le contenu du référentiel qui comprendra une orthovoirie pour la partie hors zone urbanisée (délimitation entrée de zone panneau 50 km/h) et un Référentiel Topographique Simplifié (RTS) en zone urbanisée,
- Le contenu d'options possibles : un Référentiel Topographique à Grande Échelle (RTGE) et un RTS avec affleurants (bouches à clefs, tampons, trappe de visite...) vectorisés. Ce référentiel RTGE pourra servir de support à la réalisation d'avant projet d'aménagement évitant ainsi le recours à un géomètre dans cette phase,
- La méthode d'acquisition des données et la précision des matériels utilisés ainsi que les conditions de planification des levés,
- Les droits et obligations de chaque partenaire,
- Les conditions de mise à jour et de mise à disposition des données,
- La propriété des données et les conditions de leur utilisation.

L'implication des communes compétentes en matière de voirie est nécessaire pour la réalisation de ce projet qui sera coordonné à l'échelle locale par le service SIG de la Communauté.

La convention particulière proposée pour le territoire de la Communauté intègre donc la signature de l'EPCI et des 22 communes membres et définit en complément de la convention cadre :

- les participations financières sous forme de subvention en investissement et en fonctionnement, pour la durée initiale de la convention sur 5 ans (2020 – 2025). De nouvelles conditions financières devront être établies à l'issue de cette première période avant le renouvellement de cette convention pour une nouvelle durée de 5 ans.

Le montant de la participation communautaire est arrêté :

- en investissement : **6 301 €**
- en fonctionnement : **8 499 € par an**
- le référent PCRS pour la Communauté qui sera le référent SIG et le coordonnateur de la politique de mise en œuvre du PCRS.

Cette participation financière sera prise en charge par la Communauté pour le compte des 22 communes, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Les demandes de la part des communes d'un référentiel plus détaillé (RTGE) donneront lieu au versement d'une participation supplémentaire au SDEF, participation qui sera répercutée aux communes concernées.

### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu les projets de convention cadre et convention particulière proposées par le SDEF, joints en annexe,

Considérant l'intérêt de coordonner et regrouper les moyens à une échelle pertinente, afin de produire dans un délai contraint un PCRS à un coût acceptable, en faisant appel au SDEF,

Considérant que le niveau de précision atteint (< ou = 5cm) pour l'élaboration du référentiel Topographique Simplifié (RTS) est conforme aux exigences requises pour élaborer un avant projet, sans avoir recours à un levé géomètre complémentaire dans cette phase,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 29 janvier 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 28 janvier 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 janvier 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 14 janvier 2020

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 : Décide de confier au Syndicat Départemental d'Energie du Finistère (SDEF) l'élaboration du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS),**

**Article 2 : Approuve :**

- les conventions cadre et particulière fixant les conditions techniques et financières d'élaboration du PCRS ainsi que des référentiels topographiques,
- les conditions financières de la première phase (2020-2025) et le versement des subventions d'investissement et de fonctionnement aux conditions prévues dans la convention particulière et leur financement par la Communauté pour le compte de ses communes membres,
- le principe de répercussion aux communes concernées des demandes de subventions supplémentaires engendrées par la livraison de référentiel plus détaillé RTGE correspondant à une dépense supplémentaire que devra assurer le SDEF pour la réalisation du RTGE.

*Le surcoût de ces prestations est évalué à 185 €/km ou 275 €/km suivant l'existence d'un travail de vectorisation déjà réalisé sur le tronçon concerné.*

**Article 3 : Autorise le président à signer les conventions cadre et particulière jointes en**

**annexe.**